

## Annexe

**Conseil national du Travail***Convention collective de travail n° 90bis du 21 décembre 2010*

Modification de la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats (Convention enregistrée le 18 janvier 2011 sous le numéro 102838/CO/300)

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, Chapitre II - Avantages non récurrents liés aux résultats;

Vu la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats;

Considérant que des modifications doivent être apportées à la loi du 21 décembre 2007 susvisée afin de simplifier et d'améliorer la procédure d'établissement et d'approbation des avantages non récurrents liés aux résultats et en particulier ceux introduits par voie d'acte d'adhésion;

Considérant que parallèlement, la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 précitée doit être adaptée sur la base de ces dites modifications;

Considérant que certaines autres adaptations doivent être apportées à la convention collective de travail n° 90 afin d'améliorer comme tel le système des avantages non récurrents liés aux résultats;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « de Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 21 décembre 2010, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1<sup>er</sup>. Dans l'article 5 de la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats, il est inséré un § 3 rédigé comme suit :

« § 3. Cette convention collective de travail doit être établie conformément au modèle figurant en annexe 1ère de la présente convention. »

Commentaire :

Dans le cadre de la nouvelle procédure simplifiée, la convention collective de travail instaurant les avantages non récurrents liés aux résultats doit obligatoirement être établie conformément au modèle figurant en annexe 1ère de la convention collective de travail n° 90.

Art. 2. Dans l'article 6, § 2 de la même convention collective de travail, les mots « est annexé à » sont remplacés par « dans ».

Commentaire :

Le plan d'octroi est dorénavant directement contenu dans l'acte d'adhésion alors qu'auparavant, il lui était annexé.

Art. 3. Dans l'article 8 de la même convention collective de travail, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans le 1°, les mots « et le nombre de travailleurs concernés au moment de l'établissement du plan d'octroi » sont insérés in fine.

## Bijlage

**Nationale Arbeidsraad***Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90bis van 21 december 2010*

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen (Overeenkomst geregistreerd op 18 januari 2011 onder het nummer 102838/CO/300)

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, Hoofdstuk II – Niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen;

Overwegende dat in de genoemde wet van 21 december 2007 wijzigingen moeten worden aangebracht ter vereenvoudiging en verbetering van de procedure voor de vaststelling en de goedkeuring van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen, in het bijzonder die welke worden ingevoerd door middel van een toetredingsakte;

Overwegende dat daarnaast de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 moet worden aangepast op basis van die wijzigingen;

Overwegende dat in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 nog andere aanpassingen moeten worden aangebracht om het stelsel van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen als zodanig te verbeteren;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- « la Fédération wallonne de l'Agriculture »
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 21 december 2010 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1. Artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen wordt aangevuld met een § 3, luidende :

« § 3. Die collectieve arbeidsovereenkomst moet worden opgesteld overeenkomstig het model dat als bijlage 1 bij deze overeenkomst is opgenomen. »

Commentaar

In het kader van de nieuwe, vereenvoudigde procedure moet de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen verplicht worden opgesteld overeenkomstig het model dat als bijlage 1 bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 is gevoegd.

Art. 2. In artikel 6, § 2 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden « als bijlage gevoegd bij » vervangen door het woord « in ».

Commentaar

Het toekenningsplan wordt voortaan opgenomen in de toetredingsakte zelf, terwijl het vroeger als bijlage bij de toetredingsakte was gevoegd.

Art. 3. In artikel 8 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De bepaling onder 1° wordt aangevuld met de woorden « en het aantal betrokken werknemers op het ogenblik van de opstelling van het toekenningsplan ».

2° Dans le 7°, il est inséré un nouvel alinéa 2, rédigé comme suit :

« Les périodes de congé de maternité, visées à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ainsi que les jours pendant lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les jours pour lesquels les travailleurs concernés ont droit à une rémunération en vertu de l'article 14 de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, sont assimilés à des périodes de travail effectif. »

3° Egalement dans le 7°, dans l'alinéa 2, dont le texte formera l'alinéa 3, la phrase : « Les périodes de congé de maternité visées à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 sont assimilées à des périodes de travail effectif » est abrogée.

4° Egalement dans le 7°, dans l'alinéa 3, dont le texte formera l'alinéa 4, les points *a.* et *b.* sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *a.* lorsque le plan est introduit via un acte d'adhésion, le calcul est effectué au moins prorata temporis des prestations effectives de travail au sein de l'entreprise ou du groupe bien défini de travailleurs concerné pendant cette période.

L'employeur a toutefois la possibilité de subordonner le paiement de l'avantage à une condition d'ancienneté pouvant s'élever au maximum à la moitié de la période de référence, ainsi qu'à la condition que le contrat de travail n'a pas pris fin, durant la période de référence, en raison d'un licenciement pour motif grave ou à la suite de la démission du travailleur, à l'exception de la démission pour motif grave dans le chef de l'employeur.

La condition d'ancienneté doit être vérifiée à la fin de la période de référence et tient compte de tous les contrats précédents successifs dans l'entreprise.

Ces dispositions dérogatoires ne peuvent pas porter préjudice à ce que prévoit le premier alinéa de l'article 8, 7°, ni à la règle selon laquelle, en cas de suspension de l'exécution du contrat, il y a un paiement au moins prorata temporis par rapport à l'avantage qui est octroyé au travailleur sans période de suspension, ni à la règle selon laquelle les périodes de congé de maternité visées à l'article 39 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ainsi que les jours pendant lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et les jours pour lesquels les travailleurs concernés ont droit à une rémunération en vertu de l'article 14 de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés, sont assimilés à des périodes de prestations effectives de travail.

*b.* lorsque le plan est introduit via une convention collective de travail, le plan détermine les modalités de calcul applicables.

Pour les travailleurs qui ont été au service de l'entreprise pendant au moins la moitié de la période de référence, les travailleurs qui ont été licenciés sans motif grave dans leur chef et les travailleurs qui ont quitté l'entreprise suite à une démission pour motif grave dans le chef de l'employeur, le calcul est effectué au moins prorata temporis des prestations effectives de travail pendant cette période.

Pour vérifier la période au cours de laquelle le travailleur a été au service de l'entreprise, il est tenu compte de tous les contrats précédents. »

Commentaire :

Les points *a.* et *b.* de l'alinéa 3 (dont le texte formera l'alinéa 4) sont remplacés par des dispositions dont le libellé a été modifié par rapport à leur formulation antérieure. Cependant, la ratio legis de ces dispositions reste inchangée.

2° In de bepaling onder 7° wordt tussen de eerste en de tweede alinea een alinea ingevoegd, luidende :

« De periodes van moederschapsrust bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 alsook de dagen tijdens welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst ingevolge artikel 28, 1° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de dagen waarvoor de betrokken werknemers recht hebben op loon ingevolge artikel 14 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, worden gelijkgesteld met periodes van effectieve arbeidsprestaties. »

3° In de bepaling onder 7° wordt in de tweede alinea, die de derde alinea wordt, de zin « De periodes van moederschapsrust bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 worden gelijkgesteld met periodes van effectieve arbeidsprestaties. » opgeheven.

4° In de bepaling onder 7° worden in de derde alinea, die de vierde alinea wordt, de punten *a.* en *b.* vervangen als volgt :

« *a.* Wanneer het plan wordt ingevoerd via een toetredingsakte gebeurt de berekening ten minste pro rata temporis van de effectieve arbeidsprestaties in de onderneming of de betrokken welomschreven groep van werknemers tijdens die periode.

De werkgever heeft evenwel de mogelijkheid om de betaling van het voordeel afhankelijk te maken van een anciënniteitsvoorwaarde die ten hoogste de helft van de referentieperiode mag bedragen, alsook van de voorwaarde dat de arbeidsovereenkomst tijdens de referentieperiode niet werd beëindigd vanwege een ontslag om dringende reden of een ontslagneming door de werknemer zelf, met uitzondering van het ontslag gegeven om dringende reden in hoofde van de werkgever.

De anciënniteitsvoorwaarde moet aan het einde van de referentieperiode worden onderzocht en houdt rekening met alle vorige opeenvolgende overeenkomsten in de onderneming.

Deze afwijkende bepalingen mogen geen afbreuk doen aan het bepaalde van het eerste lid van artikel 8, 7°, en aan de regel dat in geval van schorsing van de uitvoering van de overeenkomst ten minste een pro rata temporis-betaling gebeurt in vergelijking met het voordeel dat wordt toegekend aan de werknemer zonder periode van schorsing, noch aan de regel dat de periodes van moederschapsrust bedoeld in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971 alsook de dagen tijdens welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst ingevolge artikel 28, 1° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en de dagen waarvoor de betrokken werknemers recht hebben op loon ingevolge artikel 14 van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen, worden gelijkgesteld met periodes van effectieve arbeidsprestaties.

*b.* Wanneer het plan wordt ingevoerd via een collectieve arbeidsovereenkomst bepaalt het plan de wijze van berekening.

Voor de werknemers die in dienst zijn geweest van de onderneming gedurende ten minste de helft van de referentieperiode, de werknemers die werden ontslagen zonder dringende reden in hunnen hoofde en de werknemers die de onderneming hebben verlaten wegens een ontslag om dringende reden in hoofde van de werkgever, gebeurt de berekening ten minste pro rata temporis van de effectieve arbeidsprestaties tijdens die periode.

Er wordt rekening gehouden met alle vorige overeenkomsten om na te gaan tijdens welke periode de werknemer in dienst van de onderneming is geweest. »

Commentaar :

De punten *a.* en *b.* van de derde alinea (die de vierde alinea wordt) worden vervangen door bepalingen die werden gewijzigd vergeleken met de vroegere formulering. De ratio legis van die bepalingen verandert evenwel niet.

Art. 4. L'article 10 de la même convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les organisations signataires s'engagent à exclure les avantages dépendant de la réalisation d'objectifs liés au cours des actions de l'entreprise. »

Commentaire :

L'article 10, premier tiret de la convention collective de travail n° 90 précitée concerne les avantages dépendant de la réalisation d'objectifs liés au cours des actions de l'entreprise tandis que l'article 10, deuxième et troisième tirets de cette convention collective de travail, porte sur les objectifs concernant la réduction des accidents du travail ou du nombre de jours perdus suite à un accident du travail et sur les objectifs concernant la réduction du nombre de jours d'absence. Ce sont des dispositions obligatoires.

L'article 5 de la présente convention collective de travail vise à donner un caractère normatif aux dispositions précitées de l'article 10, deuxième et troisième tirets de la convention collective de travail n° 90. Par contre, le caractère obligatoire de la disposition portant sur les avantages dépendant de la réalisation d'objectifs liés au cours des actions de l'entreprise est maintenu. Ceci fait l'objet du présent article 4.

Art. 5. Un article 10*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même convention collective de travail :

« Art. 10*bis*. § 1<sup>er</sup>. Les objectifs concernant la réduction des accidents du travail ou du nombre de jours perdus suite à un accident du travail ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

§ 2. Les objectifs concernant la réduction du nombre de jours d'absence ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en incluant les objectifs et actions prévus dans la convention collective de travail n° 72 du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail (notamment l'approche spécifique des risques de stress). »

Art. 6. Dans l'article 12, première phrase, de la même convention collective de travail, les mots « L'acte d'adhésion est établi » sont remplacés par « L'acte d'adhésion doit être établi ».

Commentaire :

Dans le cadre de la nouvelle procédure simplifiée, l'acte d'adhésion instaurant les avantages non récurrents liés aux résultats doit obligatoirement être établi conformément au modèle figurant en annexe 2 de la convention collective de travail n° 90.

Art. 7. L'article 13 de la même convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. L'acte d'adhésion mentionne obligatoirement :

- 1° le numéro d'identification (n° BCE) de l'entreprise;
- 2° le nom de l'entreprise;
- 3° l'adresse de l'entreprise;
- 4° l'identité de la personne qui représente l'entreprise (nom, prénom et qualité);
- 5° le ou les numéros de commissions paritaires compétentes pour les travailleurs concernés;
- 6° la durée de validité de l'acte d'adhésion à durée déterminée ou les modalités et le délai de dénonciation de l'acte d'adhésion à durée indéterminée ou de l'acte d'adhésion à durée déterminée comportant une clause de prolongation;
- 7° la date d'entrée en vigueur si l'acte d'adhésion n'entre pas en vigueur à la date de sa signature;
- 8° la date à laquelle l'acte d'adhésion a été signé;

Art. 4. Artikel 10 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De ondertekenende partijen verbinden er zich toe de voordelen die afhangen van de verwezenlijking van doelstellingen gekoppeld aan de koers van de aandelen van de onderneming uit te sluiten. »

Commentaar :

Artikel 10, eerste streepje van de genoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 heeft betrekking op de voordelen die afhangen van de verwezenlijking van doelstellingen gekoppeld aan de koers van de aandelen van de onderneming, terwijl artikel 10, tweede en derde streepje, van die collectieve arbeidsovereenkomst betrekking heeft op de doelstellingen inzake de vermindering van het aantal arbeidsongevallen of verloren dagen als gevolg van een arbeidsongeval en op de doelstellingen inzake de vermindering van het aantal afwezigheidsdagen. Dat zijn obligatoire bepalingen.

Artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel een normatief karakter te geven aan de bepalingen van artikel 10, tweede en derde streepje, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90. De bepaling betreffende de voordelen die afhangen van de verwezenlijking van doelstellingen gekoppeld aan de koers van de aandelen van de onderneming behoudt daarentegen haar obligatoire karakter. Dat wordt geregeld in dit artikel 4.

Art. 5. In dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt een artikel 10*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 10*bis*. § 1. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal arbeidsongevallen of verloren dagen als gevolg van een arbeidsongeval kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referentieperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

§ 2. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal afwezigheidsdagen kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referentieperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, met insluiting van de doelstellingen en acties bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 72 van de Nationale Arbeidsraad betreffende het beleid ter voorkoming van stress door het werk (met name de specifieke aanpak van stressrisico's). »

Art. 6. In artikel 12, eerste zin van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden « De toetredingsakte wordt door de werkgever opgesteld » vervangen door de woorden « De toetredingsakte moet door de werkgever worden opgesteld ».

Commentaar :

In het kader van de nieuwe, vereenvoudigde procedure moet de toetredingsakte tot invoering van de niet-recurrerende resultaatgebonden voordelen verplicht worden opgesteld overeenkomstig het model dat als bijlage 2 bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 is gevoegd.

Art. 7. Artikel 13 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. In de toetredingsakte komen verplicht de volgende vermeldingen voor :

- 1° het identificatienummer (KBO-nummer) van de onderneming;
- 2° de naam van de onderneming;
- 3° het adres van de onderneming;
- 4° de identiteit van de persoon die de onderneming vertegenwoordigt (naam, voornaam en hoedanigheid);
- 5° het nummer of de nummers van de voor de betrokken werknemers bevoegde paritaire comités;
- 6° de geldigheidsduur van de toetredingsakte voor bepaalde tijd of de wijze en termijn van opzegging van de toetredingsakte voor onbepaalde tijd of voor bepaalde tijd met verlengingsbeding;
- 7° de datum van inwerkingtreding indien de toetredingsakte niet in werking treedt op de datum waarop ze wordt ondertekend;
- 8° de datum waarop de toetredingsakte werd ondertekend;

9° la signature originale des personnes habilitées à signer conformément au 4° du présent article;

10° le cas échéant, l'indication qu'il y a eu conversion d'un système d'avantages liés aux résultats existant et que le système converti est annexé à l'acte d'adhésion;

11° la déclaration que dans l'entreprise, il existe ou non une délégation syndicale pour les travailleurs concernés pour lesquels l'avantage est prévu. En cas de présence d'une telle délégation syndicale, le plan d'octroi doit être introduit par convention collective de travail;

12° la déclaration sur l'honneur qu'il y a eu ou non des observations formulées au registre et qu'il a été adressé à la Direction générale contrôle des lois sociales. Si des observations ont été formulées, la déclaration sur l'honneur selon laquelle les points de vue divergents ont été conciliés;

13° conformément à l'article 10bis de la présente convention, la déclaration qu'il existe ou non un plan de prévention dans l'entreprise.

Art. 8. L'article 14 de la même convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

« Dès que la procédure d'établissement de l'acte d'adhésion prévue par la loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, Chapitre II - Avantages non récurrents liés aux résultats est clôturée, l'acte d'adhésion, qui doit contenir le plan d'octroi des avantages non récurrents liés aux résultats, doit faire l'objet par l'employeur d'un dépôt au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. »

Commentaire :

L'article 8 de la présente convention vise à rendre la convention collective de travail n° 90 conforme à la loi modifiant le Chapitre II - Avantages non récurrents liés aux résultats de la loi du 21 décembre 2007 relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, laquelle, lorsque l'avantage est introduit par un acte d'adhésion, supprime l'accusé de réception, par le fonctionnaire compétent, du registre mis à la disposition des travailleurs où ceux-ci peuvent consigner individuellement leurs observations.

Art. 9. Dans l'intitulé du Chapitre V - Section III de la même convention collective de travail, les mots « annexé à » sont remplacés par « contenu dans ».

Art. 10. L'article 15, § 1<sup>er</sup>, 2° de la même convention collective de travail est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Les mentions obligatoires du plan d'octroi fixées à l'article 8, à l'exception du point 7°, alinéa 4 b. de la présente convention ».

Commentaire :

L'article 10 de la présente convention vise à faire porter le contrôle de forme également sur la procédure applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats, visée à l'article 8, 5° de la convention collective de travail n° 90.

Art. 11. Dans la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats, l'annexe 1ère (modèle en vue du dépôt de la convention collective de travail instaurant dans les entreprises des avantages non récurrents liés aux résultats) et l'annexe 2 (modèle d'acte d'adhésion introduisant des avantages non récurrents liés aux résultats) sont remplacées par les annexes 1ère (modèle de convention collective de travail instaurant des avantages non récurrents liés aux résultats) et 2 (modèle d'acte d'adhésion et de plan d'octroi instaurant des avantages non récurrents liés aux résultats) jointes à la présente convention collective de travail.

Art. 12. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2011.

La présente convention a la même durée de validité et peut être dénoncée selon les mêmes délais et modalités que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 mars 2011.

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,  
chargée de la Politique de migration et d'asile,  
Mme J. MILQUET

9° de originele handtekening van de personen die overeenkomstig de bepaling onder 4° van dit artikel bevoegd zijn te tekenen;

10° in voorkomend geval de vermelding dat een bestaand stelsel van resultaatsgebonden voordelen werd omgezet en dat het omgezette stelsel bij de toetredingsakte is gevoegd;

11° de verklaring dat er in de onderneming al dan niet een vakbondsafvaardiging bestaat voor de betrokken werknemers voor wie het voordeel wordt ingevoerd; indien er een vakbondsafvaardiging bestaat, dient het toekenningsplan bij collectieve arbeidsovereenkomst te worden ingevoerd;

12° de verklaring op erewoord dat er al dan niet opmerkingen werden gemaakt in het register en dat het register werd bezorgd aan de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten; indien er opmerkingen werden gemaakt, de verklaring op erewoord volgens welke de uiteenlopende standpunten werden verzoend;

13° overeenkomstig artikel 10bis van deze overeenkomst, de verklaring dat er al dan niet een preventieplan in de onderneming bestaat. »

Art. 8. Artikel 14 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt vervangen als volgt :

« Zodra de door de wet betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, Hoofdstuk II - Niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen - vastgestelde procedure voor de opstelling van de toetredingsakte beëindigd is, moet de werkgever de toetredingsakte, die het plan voor de toekenning van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen moet bevatten, neerleggen bij de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. »

Commentaar :

Artikel 8 van deze overeenkomst heeft tot doel de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 in overeenstemming te brengen met de wet tot wijziging van Hoofdstuk II - Niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen - van de wet van 21 december 2007 betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008; volgens die wet moet, wanneer het voordeel wordt ingevoerd door een toetredingsakte, de bevoegde ambtenaar niet langer de ontvangst bevestigen van het register dat ter beschikking van de werknemers wordt gehouden en waarin ze hun opmerkingen individueel kunnen optekenen.

Art. 9. In de titel van Hoofdstuk V - Afdeling III van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst worden de woorden « bij de toetredingsakte gevoegde toekenningsplan » vervangen door de woorden « in de toetredingsakte opgenomen toekenningsplan ».

Art. 10. In artikel 15 van dezelfde collectieve arbeidsovereenkomst wordt de bepaling onder 2° van § 1 vervangen als volgt :

« 2° de verplichte vermeldingen van het toekenningsplan, zoals bepaald in artikel 8, met uitzondering van punt 7°, vierde alinea b. van deze overeenkomst ».

Commentaar :

Artikel 10 van deze overeenkomst heeft tot doel de vormcontrole eveneens te laten slaan op de in artikel 8, 5° van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 bedoelde procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten.

Art. 11. De bijlagen 1 (model met het oog op de neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen in de ondernemingen) en 2 (model van toetredingsakte tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen) van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen worden vervangen door de bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegde bijlagen 1 (model van collectieve arbeidsovereenkomst tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen) en 2 (model van toetredingsakte en toekenningsplan tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen).

Art. 12. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 2011.

Deze overeenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en kan volgens dezelfde termijnen en nadere regels worden opgezegd als de collectieve arbeidsovereenkomst die ze wijzigd.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2011.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
belast met het Migratie- en asielbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

Annexe 1<sup>re</sup> à la convention collective de travail n° 90bis du 21 décembre 2010,  
conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 90  
du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats

**Modèle de CCT restaurant des avantages non récurrents liés aux résultats**

A renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, rue Ernest Blérot 1, 1070 Bruxelles.

Cette CCT doit être déposée au Greffe avant qu'un tiers de la période de référence dans laquelle les objectifs doivent être atteints, ne soit écoulé (1).

Attention ! L'enregistrement de la CCT par le Greffe signifie uniquement que la CCT satisfait aux conditions de forme prescrites par la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires. L'administration ne se prononce pas sur la conformité de la CCT avec la réglementation en matière d'avantages non récurrents liés aux résultats.

**Entre l'(les) employeur(s) :**

\* Nom de l'entreprise : .....

\* Adresse : .....

\* Représenté(s) par (nom, prénom et qualité) : .....

\* Numéro BCE : .....

\* Numéro de la (des) commission(s) paritaire(s) compétente(s) pour les travailleurs concernés : .....

**Et**

\* Nom de l'(des) organisation(s) syndicale(s) : .....

\* Adresse : .....

\* Représentée(s) par (nom, prénom et qualité) : .....

\* Le présent système REMPLACE/NE REMPLACE PAS un système existant d'avantages liés aux résultats.

En cas de conversion d'un système existant, ce dernier doit être annexé à la CCT.

\* IL EXISTE UN/IL N'EXISTE PAS de plan de prévention dans l'entreprise (2).

**Il est convenu ce qui suit :**

Article 1<sup>er</sup> : La présente convention s'applique à (3) :

.....

Article 2 : Nombre de travailleurs concerné(4) au moment de l'établissement de la CCT : .....

Article 3 : Objectif(s) :

.....

Article 4 : Période de référence :

.....

Article 5 : Méthode de suivi et de contrôle pour la vérification de la réalisation des objectifs fixés :

.....

Article 6 : Procédure opérationnelle propre applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats (5) :

.....

Article 7 : Avantages susceptibles d'être octroyés :

.....

Article 8 : Modalités de calcul de ces avantages :

.....

Article 9 : Moment et modalités du paiement de ces avantages :

.....

Article 10 : Durée de validité du plan :

.....

.....

Article 11 : La présente convention est valable à partir du .....  
 jusqu'au .....  
 Quand la convention est valable pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée avec clause de reconduction, la modalité et les délais de dénonciation doivent être définis.  
 Fait à ....., le .....  
 Pour l'(les) employeur(s) : ..... Pour l'(les) organisation(s) syndicale(s) : .....

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 mars 2011.

La Vice-Première Ministre  
 et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,  
 chargée de la Politique de migration et d'asile,  
 Mme J. MILQUET

#### Notes

(1) Article 8, 3° de la CCT n° 90.

(2) Rubrique à remplir uniquement en cas d'application de l'article 10*bis* de la CCT n° 90. Celui-ci prévoit que :  
 « § 1<sup>er</sup>. Les objectifs concernant la réduction des accidents du travail ou du nombre de jours perdus suite à un accident du travail ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

§ 2. Les objectifs concernant la réduction du nombre de jours d'absence ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en incluant les objectifs et actions prévus dans la convention collective de travail n° 72 du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail (notamment l'approche spécifique des risques de stress). »

(3) L'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs est d'application. Celui-ci prévoit que :

« La rémunération de l'intérimaire ne peut être inférieure à celle à laquelle il aurait eu droit s'il était engagé dans les mêmes conditions comme travailleur permanent par l'utilisateur.

Il peut être dérogé au premier alinéa lorsque des avantages équivalents sont octroyés par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire du travail intérimaire et rendue obligatoire par le Roi. »

(4) Article 3, commentaire 2 et article 8, commentaire 1 de la CCT n° 90.

(5) S'il n'existe pas de délégation syndicale dans l'entreprise et si la commission paritaire n'a pas prévu de procédure de règlement des contestations, le plan d'octroi prévoit une procédure opérationnelle propre, applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats.

Bijlage 1 aan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90*bis* van 21 december 2010, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

#### Model van CAO tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

Terug te sturen aan de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Ernest Blérotstraat 1, 1070 Brussel.

Deze CAO moet neergelegd worden op de griffie voordat een derde van de referentieperiode waarin de doelstellingen moeten worden behaald, is verstreken (1)

Let op! De registratie van de CAO door de griffie betekent enkel dat de CAO voldoet aan de vormvereisten voorgeschreven door de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités. De administratie doet hiermee geen uitspraak over de conformiteit van de CAO met de reglementering inzake de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen.

Tussen de werkgever(s) :

\* Naam onderneming : .....

\* Adres : .....

\* Vertegenwoordigd door (naam, voornaam en hoedanigheid) : .....

\* KBO-nummer : .....

\* Nummer van het of de bevoegde paritaire comités voor de betrokken werknemers : .....

En

\* Naam werknemersorganisatie(s) : .....

\* Adres : .....

\* Vertegenwoordigd door (naam, voornaam en hoedanigheid) : .....

\* Dit stelsel vervangt WEL/NIET een bestaand stelsel van resultaatsgebonden voordelen.

In geval van omzetting van een bestaand stelsel, dient het bestaande stelsel bij de CAO gevoegd te worden.

\* In de onderneming bestaat WEL/GEEN preventieplan (2).

**Werd overeengekomen wat volgt :**

Artikel 1 : Deze overeenkomst is van toepassing op (3) :

.....

.....

Artikel 2 : Aantal betrokken werknemers (4) op het moment van de opmaak van de CAO :

Artikel 3 : Doelstelling(en) :

.....

.....

Artikel 4 : Referteperiode :

.....

.....

Artikel 5 : Methode van follow-up en controle om na te gaan of de doelstellingen bereikt zijn :

.....

.....

Artikel 6 : Eigen werkbare procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten (5) :

.....

.....

Artikel 7 : Voordelen die kunnen worden toegekend :

.....

.....

Artikel 8 : Wijze van berekening van die voordelen :

.....

.....

Artikel 9 : Tijdstip en wijze van betaling van die voordelen :

.....

.....

Artikel 10 : Geldigheidsduur van het plan :

.....

.....

Artikel 11 : Deze overeenkomst is geldig met ingang van ..... tot.....

Wanneer de overeenkomst geldig is voor onbepaalde duur of voor bepaalde duur met verlengingsbeding, dienen de wijze en termijnen van opzegging te worden omschreven.

Opgemaakt te ..... op .....

Voor de werkgever(s) :

.....

Voor de werknemersorganisatie(s) :

.....

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2011.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
elast met het Migratie- en asielbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

—————  
Nota's

(1) Artikel 8, 3° van de CAO nr. 90.

(2) Alleen in te vullen bij toepassing van artikel 10bis van de CAO nr. 90, waarin het volgende is bepaald :

§ 1. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal arbeidsongevallen of verloren dagen als gevolg van een arbeidsongeval kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referteperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

§ 2. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal afwezigheidsdagen kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referteperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, met insluiting van de doelstellingen en acties bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 72 van de Nationale Arbeidsraad betreffende het beleid ter voorkoming van stress door het werk (met name de specifieke aanpak van stressrisico's). »

(3) Artikel 10 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers is van toepassing. Dat artikel bepaalt het volgende :

« Het loon van de uitzendkracht mag niet lager zijn dan datgene waarop hij recht zou hebben gehad, indien hij onder dezelfde voorwaarden als vast werknemer door de gebruiker was in dienst genomen.

Van het eerste lid kan worden afgeweken, indien gelijkwaardige voordelen worden toegekend door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair comité voor de uitzendarbeid en algemeen verbindend verklaard door de Koning. »

(4) Artikel 3, commentaar 2 en artikel 8, commentaar 1 van de CAO nr. 90.

(5) Indien er geen vakbondsafvaardiging is in de onderneming en het paritair comité geen procedure voor de regeling van betwistingen heeft vastgesteld, voorziet het toekenningsplan in een eigen werkbare procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten.

Annexe 2 à la convention collective de travail n° 90bis du 21 décembre 2010,  
conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007  
concernant les avantages non récurrents liés aux résultats

**Modèle d'acte d'adhésion et de plan d'octroi instaurant des avantages non récurrents liés aux résultats**

A renvoyer au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, rue Ernest Blérot 1, 1070 Bruxelles.  
Ce formulaire doit être déposé au Greffe avant qu'un tiers de la période de référence dans laquelle les objectifs doivent être atteints, ne soit écoulé (1).

\* Numéro d'identification (n° BCE) de l'entreprise : .....

\* Nom de l'entreprise : .....

\* Adresse : .....

\* Représentée par (nom, prénom et qualité) : .....

.....

\* Numéro de la (des) commission(s) paritaire(s) compétente(s) pour les travailleurs concernés : .....

\* Dans l'entreprise, IL EXISTE UNE/IL N'EXISTE PAS de délégation syndicale pour les travailleurs concernés pour lesquels l'avantage est prévu.

S'il existe une délégation syndicale, le plan doit être introduit par le biais d'une CCT.

\* Le présent système REMPLACE/NE REMPLACE PAS un système existant d'avantages liés aux résultats.  
En cas de conversion d'un système existant, ce dernier doit être annexé.

\* L'employeur déclare sur l'honneur que DES OBSERVATIONS ONT ETE FORMULEES/qu'AUCUNE OBSERVATION N'A ETE FORMULEE au registre et que le registre a été adressé à la Direction générale Contrôle des lois sociales. Si des observations ont été formulées, l'employeur déclare sur l'honneur que LES POINTS DE VUE DIVERGENTS ONT ETE/N'ONT PAS ETE CONCILIEES.

\* IL EXISTE UN/IL N'EXISTE PAS de plan de prévention dans l'entreprise (2).

\* Le présent acte d'adhésion est valable à partir du .....  
jusqu'au .....

Quand l'acte d'adhésion est valable pour une durée indéterminée ou pour une durée déterminée avec clause de reconduction, la modalité et les délais de dénonciation doivent être définis.

\* Date d'entrée en vigueur si l'acte d'adhésion n'entre pas en vigueur le jour de sa signature : .....

Article 1<sup>er</sup> : Entreprise, groupe d'entreprises ou groupe bien défini de travailleurs pour lesquels l'avantage est prévu sur la base de critères objectifs (3) et nombre de travailleurs concernés (4) au moment de l'établissement du plan :  
.....  
.....

Article 2 : Objectif(s) :  
.....  
.....

Article 3 : Période de référence :  
.....  
.....

Article 4 : Méthode de suivi et de contrôle pour la vérification de la réalisation des objectifs fixés :  
.....  
.....

Article 5 : Procédure opérationnelle propre applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats (5) :  
.....  
.....

Article 6 : Avantages susceptibles d'être octroyés dans le cadre du plan :  
.....  
.....

Article 7 : Modalités de calcul de ces avantages :  
.....  
.....

Article 8 : Moment et modalités du paiement de ces avantages :  
.....  
.....



Article 9 : Durée de validité du plan :

.....  
 .....

Fait à ....., le .....

Pour l'employeur .....

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 mars 2011.

La Vice-Première Ministre  
 et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,  
 chargée de la Politique de migration et d'asile,  
 Mme J. MILQUET

Notes

(1) Article 8, 3° de la CCT n° 90.

(2) Rubrique à remplir uniquement en cas d'application de l'article 10bis de la CCT n° 90. Celui-ci prévoit que :

§ 1<sup>er</sup>. Les objectifs concernant la réduction des accidents du travail ou du nombre de jours perdus suite à un accident du travail ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

§ 2. Les objectifs concernant la réduction du nombre de jours d'absence ne peuvent être repris que si, pour la période de référence, l'employeur satisfait aux dispositions des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique du bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en incluant les objectifs et actions prévus dans la convention collective de travail n° 72 du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail (notamment l'approche spécifique des risques de stress). »

(3) L'article 10 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs est d'application. Celui-ci prévoit que :

« La rémunération de l'intérimaire ne peut être inférieure à celle à laquelle il aurait eu droit s'il était engagé dans les mêmes conditions comme travailleur permanent par l'utilisateur.

Il peut être dérogé au premier alinéa lorsque des avantages équivalents sont octroyés par une convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire du travail intérimaire et rendue obligatoire par le Roi ».

(4) Article 3, commentaire 2 et article 8, commentaire 1 de la CCT n° 90.

(5) Si la commission paritaire n'a pas prévu de procédure de règlement des contestations, le plan d'octroi prévoit une procédure opérationnelle propre, applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats.

Bijlage 2 aan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90bis van 21 december 2010, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

**Model van toetredingsakte en toekenningsplan tot invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen**

Terug te sturen aan de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Ernest Blérotstraat 1, 1070 Brussel.

Dit formulier moet neergelegd worden op de griffie voordat een derde van de referentieperiode waarin de doelstellingen moeten worden behaald, is verstreken (1).

\* Identificatienummer (KBO-nummer) van de onderneming : .....

\* Naam van de onderneming : .....

\* Adres : .....

\* Vertegenwoordigd door (naam, voornaam en hoedanigheid) : .....

.....

\* Nummer van het of de bevoegde paritaire comités voor de betrokken werknemers : .....

\* In de onderneming bestaat WEL/NIET een vakbondsafvaardiging voor de betrokken werknemers voor wie het voordeel wordt ingevoerd.

Indien er een vakbondsafvaardiging bestaat, dient het plan via CAO te worden ingevoerd.

\* Dit stelsel vervangt WEL/NIET een bestaand stelsel van resultaatsgebonden voordelen.

In geval van omzetting van een bestaand stelsel, dient het bestaande stelsel bijgevoegd te worden.

\* De werkgever verklaart op erewoord dat WEL/GEEN opmerkingen werden gemaakt in het register en dat het register aan de algemene directie Toezicht op de Sociale Wetten werd bezorgd. Indien er opmerkingen werden gemaakt, verklaart de werkgever op erewoord dat de uiteenlopende standpunten WEL/NIET werden verzoend.

\* In de onderneming bestaat WEL/GEEN preventieplan (2).

\* Deze toetredingsakte is geldig met ingang van .....

tot .....

Wanneer de toetredingsakte geldig is voor onbepaalde duur of voor bepaalde duur met verlengingsbeding, dienen de wijze en termijnen van opzegging te worden omschreven.

\* Datum van inwerkingtreding indien de toetredingsakte niet in werking treedt op de dag waarop ze wordt ondertekend :

Artikel 1 : Onderneming, groep van ondernemingen of welomschreven groep van werknemers waarvoor het voordeel wordt ingevoerd op basis van objectieve criteria (3) en aantal betrokken werknemers (4) op het ogenblik van de opmaak van het plan :

.....  
 .....

Artikel 2 : Doelstelling(en) :

.....  
 .....

Artikel 3 : Referteperiode :

.....  
 .....

Artikel 4 : Methode van follow-up en controle om na te gaan of de doelstellingen bereikt zijn :

.....  
 .....

Artikel 5 : Eigen werkbare procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten (5) :

.....  
 .....

Artikel 6 : Voordelen die in het kader van het plan kunnen worden toegekend :

.....  
 .....

Artikel 7 : Wijze van berekening van die voordelen :

.....  
 .....

Artikel 8 : Tijdstip en wijze van betaling van die voordelen :

.....  
 .....

Artikel 9 : Geldigheidsduur van het plan :

.....  
 .....

Opgemaakt te ..... op .....  
 Voor de werkgever .....

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2011.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Werk en Gelijke Kansen, belast met het Migratie- en asielbeleid,  
 Mevr. J. MILQUET

—————  
 Nota's

(1) Artikel 8, 3° van de CAO nr. 90.

(2) Alleen in te vullen bij toepassing van artikel 10bis van de CAO nr. 90, waarin het volgende is bepaald :

§ 1. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal arbeidsongevallen of verloren dagen als gevolg van een arbeidsongeval kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referentieperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk.

§ 2. De doelstellingen met betrekking tot de vermindering van het aantal afwezigheidsdagen kunnen alleen maar worden opgenomen wanneer de werkgever voor de referentieperiode voldoet aan de bepalingen van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 27 maart 1998 betreffende het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk, met insluiting van de doelstellingen en acties bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 72 van de Nationale Arbeidsraad betreffende het beleid ter voorkoming van stress door het werk (met name de specifieke aanpak van stressrisico's). »

(3) Artikel 10 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers is van toepassing. Dat artikel bepaalt het volgende :

« Het loon van de uitzendkracht mag niet lager zijn dan datgene waarop hij recht zou hebben gehad, indien hij onder dezelfde voorwaarden als vast werknemer door de gebruiker was in dienst genomen.

Van het eerste lid kan worden afgeweken, indien gelijkwaardige voordelen worden toegekend door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair comité voor de uitzendarbeid en algemeen verbindend verklaard door de Koning. »

(4) Artikel 3, commentaar 2 en artikel 8, commentaar 1 van de CAO nr. 90.

(5) Indien het paritair comité geen procedure voor de regeling van betwistingen heeft vastgesteld, voorziet het toekenningsplan in een eigen werkbare procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten.

Annexe 3 à la convention collective de travail n° 90bis du 21 décembre 2010, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats

Modification des commentaires de la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats

Le 21 décembre 2010, les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont conclu une convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 90 du 20 décembre 2007 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats.

Lesdites modifications ont pour objectif de simplifier et d'améliorer la procédure d'établissement et d'approbation des avantages non récurrents liés aux résultats et en particulier ceux introduits par voie d'acte d'adhésion, et d'améliorer comme tel le système des avantages non récurrents liés aux résultats.

Les organisations d'employeurs et de travailleurs représentées au sein du Conseil national du Travail ont dès lors jugé nécessaire de :

1. Modifier le commentaire de l'article 5 de la convention collective de travail n° 90

Le commentaire de l'article 5 est remplacé par le texte suivant :

« Le modèle de convention collective de travail figure sur le site internet du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Il peut être complété en ligne, mais doit ensuite être imprimé lorsque tous les champs/rubriques sont remplis, en vue du dépôt de cette convention collective de travail au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. »

2. Modifier le commentaire de l'article 8 de la convention collective de travail n° 90

a. Le commentaire 1 de l'article 8 est complété par le texte suivant :

« Les avantages non récurrents liés aux résultats concernent en principe plusieurs travailleurs. Cependant, les P.M.E. ne peuvent être exclues du mécanisme d'instauration des avantages non récurrents liés aux résultats. Les P.M.E. ne comptant qu'un seul travailleur peuvent introduire des avantages non récurrents liés aux résultats pour autant que cet avantage ne soit pas lié à un objectif individuel. »

b. Dans le commentaire 4 de l'article 8, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« S'il n'existe pas de délégation syndicale dans l'entreprise et si la commission paritaire n'a pas prévu de procédure de règlement des contestations, le plan d'octroi prévoit une procédure opérationnelle propre, applicable en cas de contestation relative à l'évaluation des résultats. »

c. Le commentaire 5 de l'article 8 est complété par le texte suivant :

« Pour les calculs prorata temporis visés à l'article 8, les jours habituels d'inactivité qui s'appliquent au travailleur à temps plein de la même catégorie de personnel sont assimilés aux prestations effectives de travail du travailleur, tant pour le travailleur qui n'a pas été au service de l'entreprise ou de la catégorie de personnel concernée pendant toute la période de référence que pour le travailleur qui a été au service de l'entreprise ou de la catégorie de personnel concernée pendant toute la période de référence.

Par ailleurs, les jours pour lesquels le contrat de travail est suspendu en vertu de l'article 28, 1° de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail doivent s'entendre comme comprenant les périodes couvertes par une allocation-vacances jeunes ou une allocation-vacances seniors. »

3. Modifier le commentaire de la convention collective de travail n° 90 en complétant l'article 12 par le commentaire suivant :

« Le modèle d'acte d'adhésion figure sur le site internet du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. Il peut être complété en ligne, mais doit ensuite être imprimé lorsque tous les champs/rubriques sont remplis, en vue du dépôt de cet acte d'adhésion au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale. »

Bijlage 3 aan de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90bis van 21 december 2010, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

Wijziging van de commentaar van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen

Op 21 december 2010 hebben de in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 van 20 december 2007 betreffende de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen.

De wijzigingen beogen een vereenvoudiging en verbetering van de procedure voor de vaststelling en de goedkeuring van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen, in het bijzonder die welke worden ingevoerd door middel van een toetredingsakte, alsook een verbetering van het stelsel van de niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen als zodanig.

De in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigde werkgevers- en werknemersorganisaties hebben het dan ook noodzakelijk geacht de commentaar van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90 als volgt te wijzigen :

1. Commentaar bij artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90

De commentaar bij artikel 5 wordt vervangen als volgt :

« Het model van collectieve arbeidsovereenkomst is terug te vinden op de website van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Het kan online worden aangevuld, maar moet vervolgens, nadat alle vakken/rubrieken zijn ingevuld, worden afgedrukt met het oog op de neerlegging van die collectieve arbeidsovereenkomst bij de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. »

2. Commentaar bij artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90

a. De commentaar 1 bij artikel 8 wordt aangevuld als volgt :

« De niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen hebben in principe betrekking op verscheidene werknemers. De KMO's mogen evenwel niet worden uitgesloten van het mechanisme van de invoering van niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen. De KMO's die slechts één werknemer tewerkstellen, kunnen niet-recurrente resultaatsgebonden voordelen invoeren voor zover dat voordeel niet gebonden is aan een individuele doelstelling. »

b. De tweede alinea van de commentaar 4 bij artikel 8 wordt vervangen als volgt :

« Indien er geen vakbondsafvaardiging is in de onderneming en het paritair comité geen procedure voor de regeling van betwistingen heeft vastgesteld, voorziet het toekenningsplan in een eigen werkbare procedure die van toepassing is in geval van betwisting over de evaluatie van de resultaten. »

c. De commentaar 5 bij artikel 8 wordt aangevuld als volgt :

« Voor de berekeningen pro rata temporis, bedoeld in artikel 8, worden de gewone inactiviteitsdagen die gelden voor de voltijdse werknemer van dezelfde personeelscategorie, gelijkgesteld met de effectieve arbeidsprestaties van de werknemer, zowel voor de werknemer die niet tijdens de hele referteperiode in dienst is geweest van de onderneming of de betrokken personeelscategorie, als voor de werknemer die tijdens de hele referteperiode in dienst is geweest van de onderneming of de betrokken personeelscategorie.

Bovendien moeten de dagen tijdens welke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst is geschorst ingevolge artikel 28, 1° van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden geacht de periodes te omvatten die gedekt zijn door een jeugdvakantie-uitkering of een seniorvakantie-uitkering. »

3. Commentaar bij artikel 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 90

Artikel 12 wordt aangevuld met een commentaar, luidende :

« Het model van toetredingsakte is terug te vinden op de website van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Het kan online worden aangevuld, maar moet vervolgens, nadat alle vakken/rubrieken zijn ingevuld, worden afgedrukt met het oog op de neerlegging van die toetredingsakte bij de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. »

4. Modifier le commentaire de l'article 14 de la convention collective de travail n° 90

Le commentaire de l'article 14 est remplacé par le texte suivant :

« A partir du moment où le Greffe constate que l'acte d'adhésion a été établi conformément à la procédure d'établissement prévue par la loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008, Chapitre II - Avantages non récurrents liés aux résultats, il transmet l'acte d'adhésion et le plan qui y est contenu à la commission paritaire. »

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 30 mars 2011.

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances,  
chargée de la Politique de migration et d'asile,  
Mme J. MILQUET

4. De commentaar bij artikel 14 wordt vervangen als volgt :

De commentaar bij artikel 14 wordt vervangen als volgt :

« Vanaf het ogenblik dat de griffie vaststelt dat de toetredingsakte is opgesteld met toepassing van de opstellingsprocedure, bepaald door de wet betreffende de uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2007-2008, Hoofdstuk II – Niet-recurrente resultaatgebonden voordelen, bezorgt zij de toetredingsakte en het erin opgenomen plan aan het paritair comité. »

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 2011.

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,  
belast met het Migratie- en asielbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

F. 2011 — 1040

[C – 2011/22142]

5 AVRIL 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 juin 2010 portant exécution de l'article 37, § 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de délivrance de matériel corporel humain

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, les articles 34, alinéa premier, 29°, inséré par la loi du 23 décembre 2009 portant des dispositions diverses en matière de santé publique, et 37, § 9, modifié par la même loi;

Vu l'arrêté royal du 2 juin 2010 portant exécution de l'article 37, § 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de délivrance de matériel corporel humain;

Vu l'avis de la Commission de contrôle budgétaire, donné le 2 juillet 2010;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, donné le 12 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 août 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget du 11 janvier 2011;

Vu l'avis 49.222/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 février 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'annexe 1, A, à l'arrêté royal du 2 juin 2010 portant exécution de l'article 37, § 9, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnées le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités intervient dans le coût de délivrance de matériel corporel humain, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 13°, la mention relative à l'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités est remplacée par la mention suivante : « 1.008,08 euros par unité (1 unité = 2 à 3 cm<sup>2</sup>) »;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2011 — 1040

[C – 2011/22142]

5 APRIL 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 juni 2010 tot uitvoering van het artikel 37, § 9, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de voorwaarden waaronder de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen tegemoet komt in de kosten voor het afleveren van menselijk lichaamsmateriaal

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikelen 34, eerste lid, 29°, ingevoegd bij de wet van 23 december 2009 houdende diverse bepalingen inzake volksgezondheid, en 37, § 9, gewijzigd bij dezelfde wet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 2010 tot uitvoering van het artikel 37, § 9, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte en invaliditeitsverzekering tegemoet komt in de kosten voor het afleveren van menselijk lichaamsmateriaal;

Gelet op het advies van de Commissie voor begrotingscontrole, gegeven op 2 juli 2010;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 12 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 augustus 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting van 11 januari 2011;

Gelet op advies 49.222/2 van de Raad van State, gegeven op 22 februari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In bijlage 1, A, bij het koninklijk besluit van 2 juni 2010 tot uitvoering van het artikel 37, § 9, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wat betreft de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte en invaliditeitsverzekering tegemoet komt in de kosten voor het afleveren van menselijk lichaamsmateriaal, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de bepaling onder 13°, wordt de vermelding betreffende de Tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen vervangen door de volgende vermelding : « 1.008,08 euro per eenheid (1 eenheid = 2 tot 3 cm<sup>2</sup>) »;